

**LEGENDE DU PRESENT PROJET :**

Les cases **A RENSEIGNER** sont à remplir par le soumissionnaire.

Niveau de classification / sécurité					
MD	MA	MS	MZ	MC	NP
					X

N° individuel d'identification

TVA : FR 36.775.722.879

Châtillon, le

**MARCHE N° F/XXXXX<sup>1</sup>/DA-XXXX**

**N° ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS : EJ XXXXXX<sup>2</sup>**

ENTRE :

**L'OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AEROSPATIALES**

- Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC),
- inscrit sous le n° 775 722 879 au Registre du Commerce d'Evry,
- dont le siège social est Chemin de la Hunière à Palaiseau (Essonne),
- représenté par M. Bruno SAINJON, Président du Conseil d'Administration,
- ayant donné délégation à Mme Catherine AMOURET, son Directeur des Achats, à l'effet de signer les présentes,

ci-après dénommé « **l'ONERA** »

d'une part,

**ET**

**A REMPLACER**

- **FORME JURIDIQUE DE LA SOCIETE** au capital de **A REMPLACER** euros,
- inscrite sous le n° **A REMPLACER** au Registre du Commerce de **A REMPLACER**,
- dont le siège social est à **A REMPLACER**,
- n° SIRET **A REMPLACER**,
- n° APE **A REMPLACER**,
- représentée par **A REMPLACER**,

ci-après dénommée « **le titulaire** »

d'autre part,

comme suite à l'offre de ce dernier en date du **A REMPLACER** référence **A REMPLACER**.

<sup>1</sup> Le numéro de marché sera renseigné au moment de sa notification au titulaire.

<sup>2</sup> Ce numéro sera également renseigné au moment de la notification du marché au titulaire.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS RELATIFS AU MARCHÉ

<b><u>Acheteur : ONERA</u></b>	
Adresse de correspondance	ONERA Centre de Modane-Avrieux Service Achats 215 Route Départementale 73500 Modane
<b><u>Correspondant achat</u></b>	
Nom du contact	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Téléphone	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Courrier électronique	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
<b><u>Correspondant technique</u></b>	
Nom du contact	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Téléphone	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Courrier électronique	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
<b><u>Officier de sécurité du centre de Modane-Avrieux</u></b>	
Nom du contact	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Téléphone	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
Courrier électronique	<i>« cette information sera apportée lors de la notification du marché »</i>
<b><u>Titulaire : A RENSEIGNER</u></b>	
Adresse de correspondance	<b>A RENSEIGNER</b>
<b><u>Correspondant commercial</u></b>	
Nom du contact	<b>A RENSEIGNER</b>
Téléphone	<b>A RENSEIGNER</b>
Courrier électronique	<b>A RENSEIGNER</b>
<b><u>Correspondant technique</u></b>	
Nom du contact	<b>A RENSEIGNER</b>
Téléphone	<b>A RENSEIGNER</b>
Courrier électronique	<b>A RENSEIGNER</b>

## Sommaire

ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
ARTICLE III - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	5
ARTICLE IV - PRIX .....	6
ARTICLE V - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	6
ARTICLE VI - DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS .....	7
ARTICLE VII - PENALITES POUR RETARD .....	7
ARTICLE VIII - CONDITIONS DE LIVRAISON .....	8
ARTICLE IX - OPERATIONS DE VERIFICATION .....	9
ARTICLE X - ADMISSION.....	9
ARTICLE XI - GARANTIE.....	9
ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHE .....	9
ARTICLE XIII - DISCRETION – SECURITE/SURETE – ACCES AUX CENTRES ONERA	9
ARTICLE XIV - FORCE MAJEURE .....	10
ARTICLE XV - AUDIT ET TRAITEMENT DES NON-CONFORMITES .....	10
ARTICLE XVI - ATTESTATION D'ASSURANCES .....	10
ARTICLE XVII - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE .....	11
ARTICLE XVIII - LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES.....	12
ARTICLE XIX - DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	12

### **PJ :**

- Annexe n°1 : Attestation de lutte contre le travail illégal ou dissimulé
- Annexe n°2 : DPGF-BPU
- Annexe n°3 : matrice conformité et RSE
- Annexe n°4 : Consignes Générales Sureté Sécurité Environnement (CGSSE)

## **ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **I.1 Objet du marché**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles l'ONERA confie au titulaire la prestation de levage (la location d'une grue avec chauffeur) dans le cadre des travaux sur la chambre de tranquillisation de la soufflerie S3MA au centre ONERA de Modane répondant aux exigences spécifiques établies par les documents contractuels listés à l'Article II.

### **I.2 Forme du marché**

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché à tranches optionnelles.

### **I.3 Décomposition du marché**

Le marché est décomposé en une tranche ferme et 2 tranches optionnelles selon la répartition suivante :

Tranche	Description
Tranche ferme	8 semaines, forfait de base
Tranche optionnelle 1	3 semaines affermissables à la semaine
Tranche optionnelle 2	4 jours affermissables à la journée
Tranche optionnelle 3	40 jours en horaires spéciaux affermissables à la journée

La tranche ferme est exécutable dès la notification du marché.

L'affermissement éventuel des tranches optionnelles se matérialise par un ordre de service émis par l'ONERA, l'ONERA et le titulaire ayant au préalable arrêté les modalités pratiques de réalisation de ladite tranche, dans le respect des spécifications du présent marché.

Le titulaire n'a pas droit au versement d'une indemnité de dédit en cas de non affermissement des tranches optionnelles précitées.

### **I.4 Durée du marché**

Le présent marché est d'une durée maximale de 11 semaines et 4 jours, tranche optionnelles comprises.

### **I.5 Marchés complémentaires**

L'ONERA se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

### **I.6 Forme des notifications et informations au Titulaire**

En complément de l'article 3.1 du CCAG-FCS, il est précisé que pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'ONERA prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et de l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté,

- Lettre recommandée avec accusé de réception postal,
- Tout autre moyen permettant d'attester la date de réception y compris par mail avec demande d'accusé de réception.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée au présent marché ou, à défaut, à son siège social.

## **ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent marché et ses annexes, tenant lieu d'acte d'engagement et de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :
  - L'attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé ou illégal (Annexe n°1)
  - Le BPU avec la matrice d'exigence et de conformité (Annexe n°2) ;
  - Les consignes Générales Sureté Sécurité Environnement (CGSSE - annexe n°3)
- Le Cahier des Charges (CDC) de référence DSMA-GS-S3-STB-GRUE\_CHAMBRE\_TRANQUILLISATION-V1.1 du 04/02/2026, ce document constituant le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), en possession du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021<sup>3</sup> (\*) ;
- L'offre technique du titulaire référencée en première page ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

(\*) : Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir connaissance

**Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.**

**Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.**

## **ARTICLE III - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **III.1 Obligation de résultat**

Il est rappelé que le titulaire est soumis à une obligation de résultat à l'égard de l'ONERA. Cette obligation vaut tant avant qu'après admission des prestations conformément aux garanties légales et contractuelles qu'il doit.

---

<sup>3</sup> Ce document est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

## **ARTICLE IV - PRIX**

### **IV.1 Montant du marché**

La décomposition du montant figure dans l'annexe n° 2 au présent marché.

Le montant **total** du marché hors taxes (**incluant toutes les prestations<sup>4</sup>**) est de :

**A RENSEIGNER €**

**(en toutes lettres)**

Le montant est forfaitaire, ferme et définitif. Il comprend tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP et dans l'offre du titulaire, mentionnés à l'Article II du marché. Ces frais sont notamment les charges et frais généraux exposés, la marge, les frais d'assurance, les frais de transport et de séjours éventuels de son personnel, les frais de gestion et coordination des sous-traitants, fournisseurs et autres prestataires ainsi que leurs frais.

### **IV.2 Application de la TVA**

Le règlement de la taxe sur la valeur ajoutée est effectué suivant le taux en vigueur au moment du fait générateur.

## **ARTICLE V - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **V.1 Termes de paiement**

Le règlement du montant total du marché est effectué selon les modalités suivantes<sup>5</sup> :

- Une avance de 20 % du montant total toutes taxes comprises, à sa notification, récupérable sur le solde ;
- Le solde toutes taxes comprises, à l'admission définitive de la prestation par l'ONERA, au sens de l'Article X ci-après.

### **V.2 – Compte à créditer**

Les sommes dues en exécution du marché sont réglées par virement bancaire établi à l'ordre du titulaire qui fournit son RIB au plus tard à la notification du marché.

### **V.3 Transmission des demandes de paiement**

#### **1. Mode de transmission des factures**

##### **Titulaire français**

Le titulaire **français** doit **impérativement** envoyer ses factures selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Elles doivent être libellées au nom de l'ONERA – Agence comptable Service facturier et comportent impérativement le numéro du présent marché.

---

<sup>4</sup> Afficher le montant hors PSE : si PSE retenues, le montant sera ajusté selon annexe 2 DPGF

<sup>5</sup> Les acomptes sont versés sur « service fait » expressément constaté par l'ONERA.

Le titulaire doit déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour adresser ses factures à l'ONERA, il doit saisir impérativement le n° de SIRET de son siège social à Palaiseau à savoir : 775 722 879 00084 et le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur la page de garde.

#### Titulaire étranger

Le titulaire **étranger** transmet ses factures préférentiellement via Chorus (cf. procédure ci-dessus), ou, à défaut, par voie papier, en deux exemplaires « original et duplicata », à l'adresse suivante :

**ONERA**  
**Agence Comptable – Service Facturier**  
**29 Avenue de la Division Leclerc**  
**CS 90027**  
**92322 CHATILLON CEDEX**

**Pour toute information relative à la facturation ou aux paiements : service-facturier@onera.fr**

## **2. Versement des paiements**

Le paiement des sommes dues est effectué selon les règles de la comptabilité publique par virement, sans escompte, au compte du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'Administrateur Général des Finances Publiques, Agent Comptable de l'ONERA, 29 avenue de la Division Leclerc – CS 90027 - 92322 CHATILLON Cedex.

### **V.4 Délais de paiement**

Le délai de paiement des sommes dues est fixé à 30 « trente » jours à compter de la date de réception de la facture.

## **ARTICLE VI - DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS**

### **VI.1 Délai d'exécution des prestations**

Le délai de global d'exécution est de 8 semaines à compter de la date définie entre les deux parties du présent marché. Il passera à 12 semaines et 4 jours maximum avec les tranches optionnelles

## **ARTICLE VII - PENALITES POUR RETARD**

### **VII.1 Application des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités.

## **VII.2 Pénalités suite à une indisponibilité opérationnelle**

Une pénalité peut être appliquée pour toute indisponibilité opérationnelle de la grue et/ou du grutier, du fait du titulaire, des prestations indiquées à l'Article VI du présent document.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, elle est établie :

valeur journalière de la tranche × nombre de jours d'indisponibilité

$$P = R \cdot (V/X)$$

Avec :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant total HT de la tranche concernée, précisé à l'Article IV ;

X = le nombre de jours ouvrés de la tranche concernée, précisé à l'Article IV ;

R = le nombre de jours d'indisponibilité opérationnelle.

## **ARTICLE VIII - CONDITIONS DE LIVRAISON**

La fourniture est livrée installée et mise en service par les soins et sous l'entière responsabilité du titulaire à l'adresse suivante :

ONERA : Centre de Modane-Avrieux - route départementale n° 215 – 73500  
AVRIEUX

Conformément à l'article 21.2 du CCAG-FCS, chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison référencé.

Le titulaire et l'ONERA fixent d'un commun accord la date exacte de livraison à l'ONERA, au minimum 1 mois à l'avance.

L'ensemble des documents techniques est directement adressé au correspondant technique, à :

*« cette information sera apportée lors de la notification du marché »*

ONERA  
215 Route Départementale  
73500 AVRIEUX MODANE

Les autres courriers et une copie des bons de livraison doivent être envoyés au correspondant achat, à :

Armele RICHARD  
ONERA  
Service Achat  
CS 70100  
215 Route Départementale  
73500 AVRIEUX MODANE



## **ARTICLE IX - OPERATIONS DE VERIFICATION**

Elles sont effectuées par l'ONERA sur le site.

Elles portent sur la conformité des prestations livrées aux dispositions du présent marché et sur le bon fonctionnement du matériel.

## **ARTICLE X - ADMISSION**

L'admission est prononcée après livraison, compte tenu des résultats satisfaisants des vérifications mentionnées ci-dessus. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission par l'ONERA, ou en l'absence de décision dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison.

## **ARTICLE XI - GARANTIE**

Sans objet

## **ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHE**

Le présent marché peut être résilié dans les conditions du chapitre 7 du CCAG-FCS

## **ARTICLE XIII - DISCRETION – SECURITE/SURETE – ACCES AUX CENTRES ONERA**

### **XIII.1 Discretion**

En complément de l'article 5.1 du CCAG-FCS susvisé, il est rappelé que l'article R3423-4 du code de la défense dispose que :

*« Pour la sauvegarde tant des secrets touchant la défense que des intérêts économiques de l'ONERA, [...] toutes personnes [...] appelées à travailler pour lui, à quelque titre que ce soit, sont tenu(e)s d'observer la discrétion la plus absolue en ce qui concerne les délibérations, échanges de vues et travaux dont ils ont connaissance.*

*A cet effet, ils doivent veiller à la protection des secrets et des informations concernant la défense nationale dans les conditions prévues par les articles R.2311-1 et suivants du code de la défense relatif à la protection du secret de la défense nationale ainsi que par la réglementation prise pour son application.*

*Sans préjudice des poursuites pénales pouvant être exercées pour violation du secret professionnel ou de secrets touchant la défense, l'exclusion immédiate et sans indemnité pourra être prononcée au cas de manquement aux obligations résultant du présent article. »*

Cette obligation s'applique donc au titulaire et à ses personnels pour ses activités au titre du présent marché et il y restera tenu après l'expiration de celui-ci.

### **XIII.2 Sécurité/Sureté**

Le marché ne comporte pas de clause de sureté particulière. Il est toutefois demandé au titulaire de remplir la demande contrôle primaire (CPR\_2.0) pour le ou les chauffeurs afin qu'ils soient habilités à entrer sur le site de l'ONERA Modane.

## **ARTICLE XIV - FORCE MAJEURE**

Les parties conviennent que les dispositions du présent marché ne prennent en compte ni les mesures spécifiques ni les conséquences liées à un cas de force majeure.

Par dérogation aux articles 13.3.1 et 40.1 du CCAG-FCS, dans le cas où l'exécution des prestations du marché serait modifiée du fait d'une circonstance extérieure, imprévisible et irrésistible, caractérisée de force majeure, les dispositions ci-après s'appliquent :

- La partie dont l'exécution des obligations serait modifiée (ci-après "Partie empêchée") informe dans les meilleurs délais les responsables techniques, achats et/ou commerciaux de l'autre partie (ci-après "Autre Partie") cités aux renseignements préalables du présent marché, par tout moyen avec accusé de réception, en indiquant la preuve de l'implication de la force majeure, les obligations contractuelles concernées et toutes les conséquences en résultant ;
- La partie empêchée ne sera pas tenue pour responsable de la non-exécution de l'une quelconque de ses obligations dans la mesure où elle démontre que cette non-exécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté causé par le cas de force majeure. Dans ce cas, l'exécution de l'obligation empêchée et des actions en résultant est suspendue le temps de cet empêchement à compter de sa communication avec accusé réception ;
- Les parties s'engagent à renégocier de bonne foi les termes du présent marché et feront les meilleurs efforts afin de rendre possible l'exécution de ce dernier, selon des aménagements à définir d'un commun accord et à formaliser par un avenant au présent marché, le cas échéant.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, le marché pourra être résilié dans le respect des conditions de l'article 43.1 du CCAG-FCS et avec un préavis d'un mois.

## **ARTICLE XV - AUDIT ET TRAITEMENT DES NON-CONFORMITES**

L'ONERA est certifié ISO 9001 : 2015.

Dans ces conditions, l'ONERA peut procéder, sous réserve d'un préavis raisonnable, à un audit du titulaire, qui s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour faciliter les vérifications idoines. Le plan d'audit est préalablement établi conjointement avec le titulaire.

En cas de non-conformité d'un produit ou d'un service, le titulaire traitera le produit ou le service non-conforme de l'une ou plusieurs des manières suivantes :

- en menant des actions permettant d'éliminer la non-conformité ;
- en menant des actions permettant de limiter les effets potentiels ou réels de la non-conformité ;
- en autorisant l'acceptation du produit ou du service par dérogation accordée par une autorité compétente ou par le client ;
- en menant des actions permettant d'éviter une nouvelle occurrence de la non-conformité.

## **ARTICLE XVI - ATTESTATION D'ASSURANCES**

En application de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, tant en responsabilité contractuelle qu'extracontractuelle.

Il doit justifier de cette souscription auprès du correspondant achat de l'ONERA, au plus tard 15 jours suivant la notification du marché.

## **ARTICLE XVII - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE**

### **XVII.1 Situation fiscale et parafiscale du titulaire**

Le titulaire du présent marché certifie, sous peine de résiliation de plein droit dudit marché, que la société qu'il représente ne tombe pas sous le coup de l'interdiction résultant de l'article 50 modifié, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 et du décret n°54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application.

### **XVII.2 Etat annuel des certificats reçus et lutte contre le travail illégal**

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus, et les attestations sur l'honneur prévus aux articles L8222-1, D8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D8222-7 et 8 (si le titulaire est établi à l'étranger), D8254-2 à 5 et L5212-1 du Code du Travail.

A ce titre, le titulaire transmet :

- l'attestation sur l'honneur jointe, relative au renforcement de la lutte contre le travail dissimulé ou illégal, qui constitue l'annexe 1 du marché certifiant :
  - l'absence de condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire,
  - que les prestations accomplies pour le compte de l'ONERA sont réalisées avec des salariés régulièrement employés,
- la liste nominative de tous les salariés étrangers du titulaire soumis à autorisation de travail,
- une attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques pour l'année en cours (ou un équivalent),
- l'attestation de vigilance « attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales » émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (notamment l'URSSAF), datant de moins de six mois (ou un équivalent),
- lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants-:
  - son numéro unique d'identification (n° SIREN délivré par l'INSEE),
  - ou, à défaut, notamment s'il est étranger, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine, datant de moins de trois mois,

Cette obligation s'applique également à l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants éventuels du titulaire.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (résiliation pour faute dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS).

### **XVII.3 Mise à disposition des pièces et attestations par le titulaire**

Les pièces et attestation mentionnées ci-avant et à l'Article XVI du marché sont à transmettre par le titulaire au correspondant achat de l'ONERA au plus tard à la date de notification du présent marché.

## **ARTICLE XVIII - LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES**

### **XVIII.1 Loi applicable**

Le marché est régi et interprété conformément aux lois françaises.

### **XVIII.2 Règlement des litiges**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de différend découlant du marché ou lié à celui-ci, les parties s'efforcent d'abord de le résoudre à l'amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de notification par une partie de ce différend à l'autre partie. La partie plaignante envoie à l'autre partie une notification écrite détaillée identifiant toutes ses réclamations et son différend. Les parties conviennent de se rencontrer directement à l'ONERA.

A défaut, le différend sera définitivement réglé devant le tribunal administratif de Versailles.

La langue utilisée pour toute discussion sera le français.

## **ARTICLE XIX - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Article du marché	Intitulé de l'article	Article du CCAG-FCS
Article II	Pièces constitutives du marché	4.1
Articles VII.1	Pénalités pour retard	14.1.1 et 14.1.3 et 14.1.2
Article XIV	Force Majeure	13.3.1 et 40.1
Article XVIII.2	Règlement des litiges	46

Le titulaire,

Pour le Président,  
et par délégation,  
Le Directeur des Achats

(Personne désignée en 1ère page) ou  
(Une des personnes désignées en 1ère page)

Catherine AMOURET

**Rappel :** Avant de finaliser le projet de marché,  pensez à vérifier :

- que le nom et les numéros d'annexes sont homogènes dans l'ensemble du projet de

marché et du DCE

- que les annexes de sécurité demandés correspondent bien à la classification du marché
- que l'ensemble des visas à des articles du projet de marché ou autres documents du DCE sont corrects (d'autant plus en cas d'ajout d'articles à la trame initiale)
- que l'ensemble des dérogations au CCAG sont précisées au tableau final.
- **Mettre à jour le sommaire automatique**